

Donat Vidal-Revel. Le patron de l'info de la station - « un type de droite bien solide », ricane un de ses ex-mentors - s'est lancé pour l'occasion dans un improbable éloge de Ragueneau, un journaliste « brillant », « très gentil », « bien informé ».

Migrant, mi-petit

Mais pas du tout orienté, non. Il suffit de piocher au hasard dans ses meilleures productions à « Valeurs actuelles » pour s'en convaincre : « Migrants : la frontière française au bord de la saturation »

rope 1 est donc en fête : communiqués, réunions de crise, assemblée générale... Lundi 7, la rédaction, épaulée par ses vedettes (Matthieu Belliard, Julian Bugier, Philippe Vandael, Patrick Cohen), a mis un coup de pression à la direction : sur 117 journalistes et techniciens, 114 ont voté une résolution contre la venue de Ragueneau.

« Il n'y a eu que quelques cadres absents, ils préféreraient ne pas se mouiller », se sont réjouis les syndicats, qui, dès le lendemain, ont obtenu un

mais membre du conseil d'administration du groupe Lagardère...

Seule certitude : avec le migrant Ragueneau, Europe 1 imagine se refaire une santé journalistique et financière. Des médians ont noté qu'en pleine période d'économies Donat Vidal-Revel a entrepris de refaire à neuf son bureau, très design, signé de la décoratrice Sarah Lavoine.

Si on ne peut même plus préparer sereinement la rentrée...

Christophe Nobili

Microsoft, le choucho de l'Education nationale

C'EST PLUS un boulevard que l'Etat offre au géant du numérique Microsoft, mais une autoroute à quatre voies ! Les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur ont en effet lancé, le 2 août, un appel d'offres injustement passé inaperçu, d'un montant de 8,3 millions d'euros.

Son objet ? La « concession de droits d'usage à titre non exclusif, en mode perpétuel ou en mode locatif, de solutions Microsoft et services associés ». Traduction : l'heureux ga-

gnant devra fournir des licences Microsoft à l'ensemble du « parc machines, évalué à 800 000 postes de travail », mais aussi réaliser des « prestations de services associées aux solutions Microsoft » (« assistance technique », « expertise et ingénierie », etc.). A coup sûr, les éditeurs de logiciels libres (Linux, Mozilla), dont les produits peuvent être utilisés, modifiés ou dupliqués sans restriction par leurs utilisateurs, ont de grandes chances de remporter ce marché !

Bill en tête

« Cet appel d'offres pose problème, car les spécifications techniques d'un marché ne peuvent se référer à une marque ou à un brevet lorsque cela est susceptible de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs », rappelle l'avocat Jean-Baptiste Soufron, spécialiste du droit du numérique. Aussi, poursuit-il, l'objet de l'appel d'offres aurait dû porter, par exemple, la mention « solutions Microsoft ou équivalentes ».

Du côté de l'Education nationale, on se justifie dans un français digne des médecins de Molière : « Les logiciels Microsoft équipant les systèmes informatiques doivent pouvoir être maintenus et suivre les évolutions de la base installée. C'est l'objet du marché en ques-

tion, qui ne vise pas à remplacer les solutions mais à pérenniser un existant et des investissements préalables. »

En 2015, la ministre Najat Vallaud-Belkacem avait, il est vrai, déjà chouchouté Microsoft. Selon les termes d'un joli partenariat, le groupe s'engageait, sans appel d'offres, à développer son plan numérique à l'école... pour 13 millions d'euros.

Toutes les administrations, cependant, ne se prosternent pas devant la boîte fondée par Bill Gates. La gendarmerie nationale, par exemple, a remplacé dès 2004 son application bureautique Microsoft Office par le système « libre » Open Office. Cinq ans plus tard, elle a fait passer ses 80 000 ordinateurs de Windows au système d'exploitation libre GendBuntu (Linux) : moins cher et - petit détail - plus rassurant en matière de sécurité informatique.

« Une fois encore, se désole François Aubriot, de l'Union des entreprises du logiciel libre et du numérique ouvert, l'Etat préfère verser des rentes à Microsoft plutôt que de se tourner vers des entreprises françaises parfaitement capables de leur fournir les services demandés et qui, elles, ne pratiquent pas d'optimisation fiscale. » Ce qu'elles peuvent être « ancien monde »...

Clara Bamberger

Darma éléctrise la

MACRON déplore la « crise d'autorité » que traverse l'Etat ? Darmanin a la solution : filer des bagnoles aux flics. Le ministre de l'Intérieur vient de commander, pour ses poulets, 600 SUV Peugeot 5008 sérigraphiés Police. Histoire de montrer qu'il est écolo, il a également prévu d'acheter 1 002 Renault Zoe, la « citadine électrique ».

Une commande qui, au sein du poulailler, fait ricaner : « Avec seulement deux portes et sans coffre, c'est bien pour distribuer le courrier, mais, pour interpellé, c'est plus compliqué ! » persifle un gradé.

Enseign la rentrée

TANDIS qu'Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer se trouvaient dans un lycée professionnel de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), ce mardi, pour célébrer l'égalité des chances, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) livrait sa dernière étude comparative sur les systèmes éducatifs. Bilan ? Toujours championne des inégalités, la France se distingue spécialement dans le domaine de l'enseignement pro. Pour tout arranger, précise Eric Charbonnier, expert éducation de l'OCDE, « les filières professionnelles ont été particulièrement frappées par la crise ».

Exemple cité par le rapport « Regards sur l'éducation 2020 » : le titulaire d'un bac général gagnera - sur l'ensemble de sa carrière - 17 % de plus, en moyenne, que celui d'un bac pro, alors que, dans un quart des pays de l'OCDE,

